

Tribune censurée dans le JDD

Article rédigé par *France Soir*, le 29 septembre 2020

Source [France Soir] Censure quand tu nous tiens. Cette tribune devait initialement paraître dans le JDD ce dimanche 27 septembre 2020.

*Cela ne fut pas le cas et à la place, le choix éditorial du JDD fut de publier une tribune d'un collectif de 7 médecins qui mettaient en garde contre une éventuelle seconde vague et demandait des mesures sanitaires radicales dès ce weekend pour des vacances de la Toussaint sereines. Ces médecins sont parmi ceux que l'on retrouve sur les plateaux de télévision depuis le début de la pandémie Karine Lacombe, Gilbert Deray, Bruno Megarbane. Un choix éditorial aux connotations politiques et sanitaires, perpétuant ainsi le discours anxiogène du gouvernement qui depuis plusieurs semaines est à la recherche d'une hypothétique seconde vague. Rappelons que Laurent Toubiana (un des signataires de la tribune censurée) a déclaré que cette seconde vague était **une épidémie de tests**. En second lieu, les liens d'intérêts ne sont jamais loin et ces sept médecins ont reçu plus de 432 000 euros des laboratoires dont 222 000 pour la seule Karine Lacombe et 160 000 euros pour Gilbert Deray avec plus 25% des conventions qui ne sont pas renseignées.*

Alexandra Henrion Caude, une des signataires de la tribune censurée nous dit :

« c'est la seconde censure que je vis après celle de Libé et le checknews sur mes déclarations au cours de l'été. Incroyable que le JDD choisisse une tribune de sept médecins contre plus de 250 personnes. »

Le texte complet de la tribune est présenté ci-dessous.

Dans cette tribune, plus de 250 scientifiques, universitaires et professionnels de santé critiquent la dérive de la politique sanitaire du gouvernement français. Ils estiment qu'elle conduit à des interprétations erronées des données statistiques et à des mesures disproportionnées. Et demandent que l'on évalue nos connaissances réelles pour définir démocratiquement une stratégie sanitaire.

Avis au lecteur : cette tribune devait initialement paraître dans le Journal du Dimanche (JDD) ce 27 septembre 2020. Acceptée le samedi matin par le journaliste en charge de la rubrique "Tribune/Opinions", elle devait paraître intégralement sur le site Internet du journal et faire l'objet d'un article dans la version papier du lendemain. Le journaliste nous disait s'en féliciter car cela allait permettre un débat contradictoire avec d'autres opinions très alarmistes exprimées ce jour dans ce journal. A 16h, ce journaliste nous a pourtant prévenu que sa rédaction en chef interdisait la publication. Certitude de détenir soi-même la vérité ? Couardise ? Volonté de ne pas déplaire au gouvernement ? Nous ignorons les raisons de cette censure que personne n'a jugé utile (ou tout simplement courtois) de nous expliquer.

Tandis que le gouvernement prépare une nouvelle loi (la quatrième en 6 mois !) prolongeant le « régime d'exception » qui a remplacé « l'état d'urgence » sanitaire, le ministère de la Santé a encore annoncé mercredi 23 septembre des mesures restrictives des libertés individuelles et collectives qu'il prétend fondées scientifiquement sur l'analyse de l'épidémie de coronavirus. Cette prétention est contestable. Nous pensons au contraire que la peur et l'aveuglement gouvernent la réflexion, qu'ils conduisent à des interprétations erronées des données statistiques et à des décisions administratives disproportionnées, souvent inutiles voire contre-productives.

Que savons-nous de cette épidémie et de son évolution ?

Le SARS-CoV-2 menace essentiellement les personnes dont le système immunitaire est fragilisé par le grand âge, la sédentarité, l'obésité, des comorbidités cardio-respiratoires et des maladies sous-jacentes de ces systèmes. Il en découle que la priorité sanitaire est de protéger ces personnes fragiles : le respect des gestes barrières et le lavage des mains en sont deux des clés.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)